

LA CHINE VA NOTER SES INTERNAUTES



Cauchemar orwellien. Après avoir été incités à donner une appréciation sur des produits, des restaurants, des vidéos ou des chauffeurs de VTC, serons-nous aussi, un jour, évalués à chaque instant en fonction de nos comportements individuels ? Devra-t-on alors se conduire en permanence comme de parfaits boy-scouts sous peine d'être bannis de la société ? Ce monde cauchemardesque commence déjà à se concrétiser en Chine. La seconde puissance économique mondiale a décidé de mettre en place un système de notation de sa population d'ici à 2020, afin de créer une "harmonieuse société socia-

liste". Piloté par le gouvernement et l'organisme central de planification, ce dispositif devrait récupérer automatiquement un nombre considérable d'infos sur chaque citoyen ; à commencer par les décisions de justice quels que soient leurs motifs, les contraventions au code de la route, les infractions dans les transports en commun ou les sanctions pour avoir triché à un examen universitaire. Les éventuels retards dans le paiement des impôts et des factures ou les difficultés à rembourser des crédits seront aussi pris en compte. Et ce n'est pas tout. Le système scrutera les activités en ligne telles que poster ou partager des infos "non fiables". Toutes ces données seront décortiquées par un algorithme qui générera un score

individuel. Quand ce dernier descendra sous un certain seuil, l'individu concerné se verra privé de droits et de services. Par exemple, de la possibilité d'inscrire ses enfants dans les meilleures écoles, d'exercer des professions dites sensibles (enseignants, avocats, journalistes...), de voyager à l'étranger ou d'obtenir un crédit immobilier.

Évaluation illimitée. On ne sait pas encore quel barème sera appliqué. Toutefois, l'expérimentation menée à Suining en offre un aperçu. Dans cette ville du centre de la Chine, les "bons comportements" donnent droit à un maximum de 1 000 points. Mais si on grille un feu rouge ou si on s'occupe mal de ses parents âgés, c'est 50 points en moins, tandis qu'accuser quelqu'un à tort sur le Web en coûte 100. À l'inverse, une distinction du parti est récompensée de 100 points. Des projets pilotes sont menés par 36 autres administrations locales. L'État encourage aussi les entreprises privées à élaborer des dispositifs d'évaluation à l'instar du Sesame Credit du géant de l'e-commerce Alibaba. "Quelqu'un qui joue aux jeux vidéo dix heures par jour, par exemple, est considéré comme oisif, alors qu'une personne achetant régulièrement des couches pour bébé est probablement un parent responsable" (et recevra donc un meilleur score - NDLR), expliquait, sans rire, le responsable du Sesame Credit au magazine chinois *Caixin*, l'an dernier. Les consommateurs bien notés bénéficient d'avantages ; ils peuvent passer plus vite les contrôles de sécurité à l'aéroport de Pékin ou être mis en avant sur le site de rencontres Baihe. Espérons que ces outils orwelliens ne donnent pas des idées à d'autres gouvernements ou à d'autres géants du Web. **AMINE MESLEM**



En Chine, les entreprises privées sont encouragées à mettre en place un système d'évaluation à la Big Brother.